



Bulletin d'information du Groupe Indépendant Libéral et Démocratique

CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX – CONSEIL DE L'EUROPE

DÉCEMBRE 2018

DANS CE NUMERO

DROITS DE L'HOMME ET IDENTITE NATIONALE

Marc Cools, Président du GILD

DROITS DE
L'HOMME ET
IDENTITE
NATIONALE

SOLIDARITE AVEC
STRASBOURG

RENOUVELLEMENT
DU BUREAU DU
CONGRES

UNE POLITIQUE EN
FAVEUR DES
PERSONNES
VIVANT SEULES

SUCCES LIBERAL
EN SUEDE

RAPPORTS
PRESENTES PAR
LES MEMBRES DU
GILD

PROCHAINES
REUNIONS



La démocratie, l'Etat de droit et les droits de l'homme sont les valeurs fondatrices du Conseil de l'Europe. L'adhésion aux droits de l'homme est pourtant aujourd'hui remise en cause par certains dirigeants européens qui opposent la Convention européenne des droits de l'homme et la préservation des identités nationales. Il y a quelques mois un ministre déclarait dans mon pays, la Belgique, qu'il fallait « contourner la Convention européenne des droits de l'homme ». Dans ma propre commune, lors de la campagne électorale pour les élections locales il y a quelques semaines, un candidat (pourtant issu d'un parti démocratique) a posté sur Facebook le message « Fuck les droits de l'homme ». Ce qui est en cause à travers ces déclarations ce sont les politiques migratoires.

Plusieurs pays européens, à l'encontre du droit international, estiment aujourd'hui que leur droit national l'emporte sur les conventions internationales pourtant ratifiées par leur pays. C'est une brèche dans le respect par certains pays européens des décisions de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et libertés fondamentales plus connue sous le nom de Convention européenne des droits de l'homme est entrée en vigueur en 1953. Son objectif est de garantir partout en Europe le respect des dispositions de la **Déclaration universelle des droits de l'homme** dont on célèbre cette année le **70^{ème} anniversaire**. Une déclaration dont l'article 1^{er} spécifie que « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité ».

Les principes contenus tant dans la Déclaration universelle que dans la Convention européenne des droits de l'homme n'empêchent pas les Etats de mener les politiques migratoires qu'ils souhaitent et par exemple de restreindre l'accès à leur territoire à des migrants mus par des motifs économiques (à l'exception de la libre circulation des personnes entre pays de l'Union européenne en fonction des traités européens). L'obligation d'accueil n'existe que pour les réfugiés politiques (et sont considérés comme tels dans les conventions internationales les personnes faisant l'objet de persécutions et de menaces graves et individualisées sur leur vie).

Il n'y a pas de contradiction entre les droits de l'homme et la préservation d'une identité nationale ou culturelle. Nous avons tous des identités, souvent multiples, et nous y sommes attachés. Ces identités sont nos racines et une partie de nous-mêmes et leur multiplicité dans le monde et en Europe une richesse. **Ne laissons pas en leur nom certains remettre en cause la reconnaissance de « la dignité afférente à tous les membres de la famille humaine »** pour reprendre les termes du préambule de la Déclaration universelle **que constituent les droits et libertés fondamentales contenus dans la Déclaration et la Convention européenne des droits de l'homme.**



*Le groupe GILD vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année,
un Joyeux Noël et une bonne année 2019 !*

CONDOLEANCES ET SOLIDARITE AVEC STRASBOURG

Les membres du GILD ont été choqués par l'attentat qui a fait début de ce mois cinq morts et onze blessés au marché de Noël à Strasbourg. Toutes nos pensées vont aux familles des victimes. Strasbourg est une ville que nous aimons et où nous avons le plaisir à nous réunir. Nous sommes dans cette épreuve solidaires avec sa population.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU DU CONGRES

Lors de sa 35ème session le Congrès a élu comme nouveau Président Monsieur Anders Knappe (Suède, PPE) qui succède dans cette fonction à Madame Gudrun Mosler-Törnström (Autriche, SOC).

Notre groupe, le GILD, continuera lui à être représenté au Bureau avec voix délibérative par Madame Liisa Ansala (Finlande, réélue vice-présidente de la Chambre des pouvoirs locaux) et par Madame Yuliya Svitlychna (Ukraine, vice-présidente réélue de la Chambre des Régions). Deux autres membres de notre groupe participent avec voix consultative aux réunions du Bureau : le Président du GILD Monsieur Marc Cools (Belgique) et la

Présidente de la commission d'actualité Madame Gabriele Neff (Allemagne) qui a également été réélue pour deux ans à cette fonction.

Trois porte-parole thématiques du Congrès sont aussi membres du GILD: Liisa Ansala pour la jeunesse, Stewart Dickson (Royaume-Uni) pour l'observation des élections locales et régionales et Harald Bergmann (Pays-Bas) pour les droits de l'homme au niveau local et régional. Les porte-parole ne sont pas membres du Bureau mais sont très actifs comme représentants du Congrès et auteurs de différents rapports en lien avec la thématique dont ils assurent le suivi.



Liisa Ansala, Finlande, Vice-Présidente de la Chambre des pouvoirs locaux, Porte-parole thématique sur la jeunesse



Yuliya Svitlychna, Ukraine, Vice-Présidente de la Chambre des régions



Gabriele Neff, Allemagne, Présidente de la Commission des questions d'actualité



Stewart Dickson, Royaume-Uni, Porte-parole thématique sur l'observation des élections locales et régionales, 1e Vice-président de la Commission de suivi



Harald Bergmann, Pays-Bas, Porte-parole thématique sur les droits de l'homme au niveau local et régional

PROPOSITION : UNE POLITIQUE EN FAVEUR DES PERSONNES VIVANT SEULES

Carla Dejonghe, députée, Parlement de la région Bruxelles-Capitale

Les personnes qui vivent seules ou les « solos » sont les citoyens assumant seuls tous les aspects de la vie quotidienne. Elles paient seules leur loyer, électricité, téléphone, eau, courses, etc. Ce groupe est très divers: célibataires, personnes divorcées en passant par veufs et veuves, familles monoparentales...

Vivre seul n'est pas un choix, quel que soit son âge. Les personnes voulant vraiment vivre seules sont plutôt rares, en effet, beaucoup d'entre elles se retrouvent dans cette situation suite aux aléas de la vie. Il est important de réfléchir à une politique en faveur des personnes seules car cette situation concerne tout le monde, à un moment ou un autre de son existence.

Ainsi, en Belgique, un ménage sur trois n'est composé que d'une seule personne. Dans les grandes villes comme Bruxelles il s'agit d'un ménage sur deux. Selon toutes les études, cette situation ne fera que s'accroître en Europe, dans les décennies à venir. Il existe de grandes disparités au sein de l'Union européenne. En Suède, par exemple, plus de 50% des ménages sont composés d'adultes vivants seuls sans enfants. Tandis que dans les pays du sud de l'Europe, les couples mariés restent majoritaires.

Les personnes seules sont toujours confrontées à des préjugés tenaces. Les médias tombent souvent dans des clichés avec d'une part les « happy singles » et d'autre part les



personnes vivant seules, isolées et malheureuses. La réalité est bien plus nuancée et complexe.

Malgré l'augmentation du nombre de personnes seules, celles-ci subissent – en comparaison avec une famille dite « classique » – des mesures désavantageuses, entre autres, sur

le plan de la fiscalité, du logement et de la succession... A titre d'exemple, un « solo » a plus de difficultés à louer ou à acheter un logement. Il paie plus cher lorsqu'il souhaite voyager, son pouvoir d'achat est beaucoup moindre et lors de son décès, hors ligne directe, les frais de succession sont beaucoup plus élevés. Il existe d'autres exemples, de petites et grandes injustices, vécues par les « solos ».

Les hommes et les femmes politiques doivent tenir compte de ces inégalités et adopter de nouvelles mesures pour favoriser la situation de personnes vivant seules. Ainsi, il est important de dresser un état des lieux des actions prises dans des pays européens afin d'avoir une réflexion sur les bonnes pratiques et les appliquer partout. Fort

heureusement, de nombreuses associations ont été créées dans plusieurs pays européens afin de défendre leurs intérêts.

Les personnes vivant seules est un thème qui touche beaucoup de domaines dans les différentes politiques. La Commission des questions d'actualité se penchera sur ce sujet dans rapport. Les points sensibles seraient ainsi identifiés et des propositions pourraient être développées. Le but doit être d'évoluer vers une politique neutre par rapport aux formes et pratiques de vie sans avantager, ni défavoriser certaines formes au détriment d'autres.

RAPPORTS DU GILD A LA 35^E SESSION DU CONGRES, LES 6-8 NOVEMBRE 2018:

Marc COOLS (L, Belgique)

- Un Code de conduite pour les membres du Congrès – révision des Règles et procédures du Congrès (co-rapporteur)
- Révision de la Charte du Congrès (co-rapporteur)

Stewart DICKSON (R, Royaume-Uni)

- La démocratie locale et régionale en Géorgie (co-rapporteur)

LE SUCCES LIBERAL EN SUEDE!

Thomas Andersson, Vice-Président du GILD, Président de la région Jämtland Härjedalen, Suède



Alors que la peste xénophobe se propage en Europe, le travail dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie est devenu la tâche la plus importante pour les hommes et les femmes politiques régionaux et locaux depuis la seconde guerre mondiale. Néanmoins sur notre continent il y a des exceptions à ce phénomène inquiétant. Les élections suédoises qui ont eu lieu en septembre 2018 en sont un bon exemple.

La campagne électorale a été clairement axée sur les flux migratoires en direction de l'Europe et de la Suède. En 2015, plus de 160.000 réfugiés sont venus en Suède, et le pays n'a pas réussi à

leur garantir rapidement le soutien nécessaire. Ceci a provoqué un changement considérable dans la politique migratoire suédoise : jadis le pays le plus ouvert et solidaire en Europe occidentale, la Suède a dû fermer ses frontières.

Sur ce fond alors que le parti nationaliste, les Démocrates suédois, s'est vu son score accroître dans les sondages d'opinion, les partis socialiste et conservateur ont nettement durci leur discours sur la migration. Nos deux partis libéraux, le Parti du centre et les Libéraux, ont conservé une attitude ouverte aux personnes fuyant la guerre. Mais même ces deux partis ont dû accepter des restrictions afin d'éviter des abus éventuels du système social.

Le résultat des élections du 9 septembre 2018 a été très intéressant. Les socialistes, les conservateurs et les verts ont perdu beaucoup de voix. Bien que le parti nationaliste ait gagné des voix, les deux partis libéraux ont également montré de très bons résultats.

Le Parti du centre et les Libéraux ont eu du succès partout en Suède. Au niveau local et régional ces deux partis sont encore plus forts qu'au niveau national. Le Parti du centre

sera en charge de près de 200 municipalités sur 294, et dans la plupart de nos 21 régions !

Dans ma région Jämtland Härjedalen le résultat est encore plus impressionnant. Le Parti du centre a obtenu un score historique de 20.4% de voix. Après d'intenses négociations nous avons réussi à former une coalition de cinq partis pour reprendre le pouvoir régional après 77 ans de l'hégémonie social-démocrate. Je suis devenu le premier président de notre région issu du Parti du centre.

Dans sept des huit communes de notre région, nous sommes sortis plus forts après l'élection, et sommes en charge de cinq. Nous sommes en train de rendre notre région libérale !

C'est le résultat de la campagne nationale que nous avons conduite autour d'un message clair. Nous voulons faire avancer notre société sans transiger sur les droits de l'homme et les valeurs libérales, tout en préservant le lien entre les grandes villes et les régions rurales. Ensemble nous pourrions œuvrer pour le changement, y compris dans d'autres parties de l'Europe !

>PROCHAINES REUNIONS

GILD : 1 avril 2019 & 28 octobre 2019

Congrès: 36e Session, 2-4 avril 2019 & 37e Session, 29-31 octobre 2019

>NOUS CONTACTER: Tél: +33 3 8841 2682 Email: maria.bigday@coe.int

<http://www.congress-political-groups.eu/en/5-ildg/>

